

Unité départementale de la Marne
Parc Technologique Henri Farman
10 rue Clément Ader
51100 Reims

Reims, le 04/07/2025

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 24/04/2025

Contexte et constats

Publié sur **GÉORISQUES**

FM France SAS

Rue Charles Marie Ravel
ZI St-Martin-sur-le-Pré
51520 Saint-Martin-Sur-Le-Pré

Références : D3 i 2025-523
Code AIOT : 0005703131

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 24/04/2025 dans l'établissement FM France SAS implanté Rue Charles Marie Ravel ZI St-Martin-sur-le-Pré 51520 Saint-Martin-sur-le-Pré. L'inspection a été annoncée le 23/04/2025. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

La visite s'inscrit dans le contexte d'un exercice visant à tester la mise en place du POI de l'exploitant avec un scénario d'accident.

Le scénario prévoit également le déploiement du plan particulier d'interventions (PPI) ainsi que la mise en place d'un COD (Centre Opérationnel Départemental).

En plus de la DREAL, plusieurs services de l'état participaient à l'exercice : la Police, le SDIS, l'ARS, la préfecture, la mairie de Saint-Martin-sur-le-Pré...

L'exploitant a été invité, durant l'exercice, à participer au COD pour rendre compte de la situation.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- FM France SAS
- Rue Charles Marie Ravel ZI St-Martin-sur-le-Pré 51520 Saint-Martin-sur-le-Pré
- Code AIOT : 0005703131
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Seveso seuil haut
- IED : Non

La société FM LOGISTIC basée à Saint-Martin-sur-le-Pré exploite une plateforme logistique qui entrepose des produits combustibles de toutes sortes dont des matières dangereuses dans des quantités importantes. Il s'agit d'un site SEVESO seuil haut.

Parmi les matières dangereuses, il y a :

- des aérosols,
- des produits à base de soude,
- des produits acides (dilués et forts),
- des produits cosmétiques,
- des produits inflammables,
- des comburants à base de peroxydes d'hydrogène et d'acide paracétique.

C'est l'arrêté d'autorisation n°2011_A_63_IC du 16 mai 2011 qui autorise l'exploitation des installations, modifié en 2023, 2024 et 2025.

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

L'exercice s'est déroulé dans de bonnes conditions.

L'évacuation a été réussie, tout le personnel a répondu présent à l'appel.

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
1	Caractérisation des risques	Arrêté Préfectoral du 16/05/2011, article 7.2.1	Demande de justificatif à l'exploitant	1 mois
2	Plan d'opération interne	Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article Annexe I – artic.5	Demande d'action corrective	1 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Il n'a pas été constaté de problèmes préoccupants.

Les observations relevées visent à gagner du temps et de la visibilité dans les échanges entre les protagonistes acteurs de la gestion de crise.

Elles ne conduisent pas à la proposition de suites par le biais d'arrêté préfectoral de mise en demeure ni d'arrêté préfectoral complémentaire.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Caractérisation des risques

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 16/05/2011, article 7.2.1
Thème(s) : Produits chimiques, Inventaire des substances ou préparations dangereuses
Prescription contrôlée : L'exploitant doit avoir, constamment à jour, un inventaire et un état des stocks des substances ou préparations dangereuses présentes dans l'établissement (nature, état physique et quantité, emplacements) ainsi que les documents lui permettant de connaître la nature et les risques des substances et préparations dangereuses présentes dans les installations, en particulier les fiches de données de sécurité prévues par l'article R.231-53 du code du travail. Les incompatibilités entre substances et préparations, ainsi que les risques particuliers pouvant découler de leur mise en œuvre dans les installations considérées sont précisées dans ces documents. La conception et l'exploitation des installations en tiennent compte. Cet inventaire est facilement accessible et tenu à la disposition permanente de l'inspection des installations classées et des services de secours.
Constats : Au moment du déclenchement du plan d'opération interne (POI) par l'exploitant lors de l'exercice, l'exploitant a été en mesure de présenter une mise à jour de l'état des matières stockées de la cellule considérée à partir du poste de garde, une fois que l'évacuation du site a été effectuée. Les risques inhérents aux produits stockés sont connus de l'exploitant par la tenue de fiches techniques de produits - dont le contenu est issu des fiches de données de sécurité - qui contiennent les informations essentielles en cas de déversement / accident / incendie. Lors de l'exercice, l'exploitant a été en mesure d'informer rapidement les services de secours sur les propriétés des acides nitriques répandus au sol. Il est à noter que l'exploitant n'a pas pu informer sur la quantité exacte des différents acides stockés dans la cellule accidentée.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : L'inspection des installations classées demande à l'exploitant de répondre sur le degré de précision de l'état des stocks des matières stockées dans chaque cellule dans un délai d'un mois.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant
Proposition de délais : 1 mois

N° 2 : Plan d'opération interne

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article Annexe I – artic.5
Thème(s) : Risques accidentels, Plan d'opérations interne
Prescription contrôlée : [...] des procédures sont mises en œuvre pour la gestion des situations d'urgence. Leur articulation avec les plans d'opération interne prévus à l'article L. 515-41 du code de l'environnement est assurée.

<p>Ces procédures font l'objet :</p> <ul style="list-style-type: none"> - d'une formation spécifique dispensée à l'ensemble du personnel concerné travaillant dans l'établissement, y compris le personnel d'entreprises extérieures appelé à intervenir momentanément dans l'établissement ; - de tests de mise en oeuvre sous forme d'exercice, et, si nécessaire, d'aménagements.
<p>Constats :</p> <p>Le plan d'opérations internes (POI) élaboré par l'exploitant contient les fiches action et mentionne les fiches réflexe pour les acteurs prévus dans la gestion d'une situation d'urgence prévue.</p> <p>Le jour de l'exercice, il a été constaté que les différents acteurs internes de la gestion de crise ne pouvaient pas être visuellement discernés par les intervenants extérieurs par un signe distinctif. Seul l'agent de sécurité en poste de garde est reconnaissable par sa tenue de travail.</p> <p>Dans le schéma d'alerte du POI, l'exploitant doit préparer et suivre l'intervention des secours dans le cas où l'incident n'est pas contenu en interne. Ainsi, durant l'exercice et après évacuation du site, les acteurs de gestion de crise se sont réunis au poste de garde, considéré alors comme poste de commandement. Les différentes actions après déclenchement du POI ont été affichées sur le tableau prévu à cet effet.</p> <p>Le jour de l'exercice, il a été constaté que la chronologie des actions réalisées n'était pas complète alors que ces informations peuvent être importantes pour les intervenants externes du site.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>L'inspection des installations classées demande à l'exploitant de prévoir pour les prochains exercices et, le cas échéant, en cas de situation réelle de crise, un signe vestimentaire distinctif pour chaque acteur du POI.</p> <p>Elle lui demande également de bien noter l'heure de chaque action du POI pour les prochains exercices et aussi, le cas échéant, en cas de situation réelle de crise</p>
<p>Type de suites proposées : Avec suites</p>
<p>Proposition de suites : Demande d'action corrective</p>
<p>Proposition de délais : 1 mois</p>